



PARLEMENT JURASSIEN

Question écrite N° 3301

Ligne Bienne-Belfort : comment inciter les frontaliers à prendre le train

En février dernier, « Forum Citoyens » a ouvert le débat sur le thème : « *Frontaliers, opportunité ou risque pour le Jura* ». Les participants à la discussion étaient invités à plancher sur les mesures incitatives utiles pour convaincre les travailleurs frontaliers de monter dans le train, ce qui permettrait, comme premier effet, de délester une autoroute surchargée aux heures de pointes (départ et retour du travail).

Selon Pierre-Alain Berret, directeur de la Chambre de commerce, la géographie jurassienne constituerait un handicap sérieux. Un avis partagé par David Asséo, Délégué jurassien aux transports, lequel a toutefois esquissé des « pistes » qui pourraient aider à aller de l'avant. Quant à lui, se référant à des travaux en gare de Belfort et aux grèves du côté français, le Ministre David Eray a invoqué un défaut de qualité de l'offre.

En mai 2018, le Gouvernement jurassien communique que « les élus jurassiens et belfortains ont décidé de confier à l'Association Interligne TGV Bienne-Belfort, présidée conjointement par le Ministre David Eray et le vice-Président du Conseil départemental Frédéric Rousse, la tâche de définir et de mettre en oeuvre un programme d'animation et de promotion de la ligne auprès des populations Jurassienne et Belfortaine et de déposer, à cet effet, un projet dans le cadre du programme européen de coopération transfrontalière INTERREG ».

Après cela, l'Association Interligne TGV Bienne-Belfort traite cette problématique à plusieurs reprises, sans avancer en quoi que ce soit, la lourdeur étatique et régionale française y étant sans nul doute pour quelque chose. On a donc l'impression qu'on tourne en rond et qu'aucune piste sérieuse ne se dégage.

Le 13 février, les autorités politiques françaises et suisses réaffirment leur soutien au programme européen de coopération transfrontalière Interreg France-Suisse. On aimerait voir. Aussi posons-nous la question suivante au Gouvernement :

Alors que la crise climatique est là et qu'elle nous promet bien des difficultés au sortir de la crise du coronavirus, le Gouvernement a-t-il de nouvelles propositions à soumettre à ses partenaires (autorités françaises et suisses, entreprises) pour débloquer ce dossier et, avec eux, répondre à l'impératif de diminution du trafic routier dans le cadre d'une action commune contre le dérèglement climatique ?

Pour le groupe socialiste :


Pierre-André Comte

Delémont, 29 avril 2020

































